

FONDATION MAIF

FONDATION MAIF

Rapport d'activité 2009

Présenté au Conseil d'administration du 21 mai 2010



FONDATION MAIF
« Le Pavois » - 50 avenue Salvador Allende – 79000 NIORT
Tél. 05 49 73 87 04 – Fax 05 49 73 87 03
Site internet : www.fondation-maif.fr

I – Conseil d'administration et conseil scientifique

Le Conseil d'administration au 31/12/2009

Administrateurs honoraires : **René CAQUET**, ancien doyen de la Faculté de Médecine Paris-sud
Jacques FOURNIER – administrateur honoraire MAIF
José INIZAN – Ancien Préfet
Paul MARCUS – directeur de la MAIF, en retraite
Pierre SENAC, président d'honneur de Prévention MAIF

La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de 16 membres se répartissant comme suit :

6 membres désignés par le Conseil d'administration de la MAIF, fondatrice

Pierre GUILLOT

Président de la Fondation MAIF

Administrateur délégué auprès de la
Direction générale de la MAIF
9 Allée des Chaumes - 38640 CLAIX

Bernard BENOIST

Secrétaire général de la Fondation MAIF

Président de Prévention MAIF
50 avenue Salvador ALLENDE
79000 NIORT

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine, en
retraite
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

Christophe LAFOND

MGEN
3 Square Max-Hymans
75748 PARIS Cedex 15

Alain ISAMBERT

Trésorier de la Fondation MAIF

Ex directeur Comptabilité MAIF, en
pré retraite
24 Chemin d'Aragon – 11610 VENTENAC-
CABARDES

Dominique THIRY

Directeur de la MAIF honoraire
200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

4 membres de droit

Représentant le ministre de l'Intérieur :

Christiane BARRET

Préfète
Préfecture des Deux-Sèvres
79021 NIORT Cedex

*Représentant le ministre de l'Education
Nationale :*

(Remplaçant de Bernard Garcia non désigné)

Représentant le ministre de la Recherche :

Sandrine SPAETER-LOEHRER

Professeure agrégée en sciences économiques –
BETA/ UMR 7522 CNRS ULP Nancy
Université – 61 av de la Forêt-Noire - 67085
STRASBOURG

Le Président-directeur général de la MAIF

Roger BELOT

200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

6 membres élus par le Conseil d'administration en exercice, en raison de leurs compétences dans les domaines d'activités de la Fondation

Jean CHAPELON

Secrétaire général de l'Observatoire National
Interministériel de Sécurité Routière
Arche de la Défense – Parois sud
92055 LA DEFENSE cedex

Xavier FELS

Président du CCFA (Comité des
Constructeurs Français d'Automobiles)
2 rue Presbourg – 75008 PARIS

Jack GUICHARD

ex directeur du Palais de la Découverte, en
retraite
46 rue Jacoulet – 92210 SAINT-CLOUD

Patrick PEUGEOT

Vice président de la Fondation MAIF

Président d'honneur de La Mondiale – AG2R
104/110 Bld Haussmann – 75379 PARIS
cedex 08

Pierre ROGEZ

Directeur de la Sécurité de BULL SA, en
retraite
4 rue Camille Pissaro– 78360 MONTESSON

(1 poste vacant)

Le conseil scientifique au 31/12/2009

Instance consultative de réflexion et de proposition présidée par le président de la Fondation, le conseil scientifique est composé de 16 personnalités nommées par le Conseil d'administration.

Jean AUDOUZE

Président du Palais de la Découverte
Avenue Franklin-D. Roosevelt
75008 PARIS

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

René CAQUET

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine
Paris-Sud
63 rue Gabriel Péri
94276 LE KREMLIN BICETRE

Bernard CORNU

Directeur de l'IUFM de Grenoble
30 avenue Marcellin Berthelot
38100 GRENOBLE

Jean-Jacques DAIGRE

Professeur à l'Université Paris I
Panthéon-Sorbonne
36 rue de Fleury
86000 POITIERS

Pascale DELECLUSE

Directrice adjointe de la Recherche
Centre National de Recherches
Météorologiques
2 avenue Rapp
75340 PARIS CEDEX 07

Bruno FALISSARD

Chef de clinique à l'Hôpital Robert Debré
Service de psychopathologie de l'enfant
48 boulevard Sérurier
75018 PARIS

Alain MOUGNIOTTE

Professeur des universités
IUFM de Lyon – 5 rue Anselme
– 69005 LYON

Didier RICHARD

Chef de l'unité ETNA – CEMAGREF
Domaine universitaire – BP 76 – 38402
SAINT-MARTIN D'HERES cedex

Bernard MASSINON

Assistant scientifique à la Direction des
applications du CEA
BP n° 12
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Roland NUSSBAUM

Directeur de la Mission Risques Naturels
1 rue Jules Lefèbvre
75431 PARIS CEDEX 09

Vincent ROGARD

Professeur à l'Université Paris V
Laboratoire d'Ergonomie Informatique
45, rue des Saints Pères
75270 PARIS CEDEX 06

André STAROPOLI

Ancien Secrétaire Général du Comité
National d'Evaluation des Universités
43 rue de la Procession
75015 PARIS

Claude TARRIERE

Ancien directeur du Département Biomédical
RENAULT SA 27 rue du Fond Louvet
92500 RUEIL MALMAISON

Richard ZEITOUNI

Responsable de la coordination Sécurité
Routière
GIE PSA PEUGEOT CITROËN
DMFV/SSV – Bâtiment 58
Route de Gizy
78943 VELIZY-VILLACOUBLAY

(Iposte vacant)

II – L'activité de la Fondation

II-a Fonctionnement

VIE SOCIALE

Le fonctionnement de la Fondation MAIF au cours de l'année 2009 s'est déroulé conformément aux exigences statutaires et réglementaires. Le Conseil d'administration, régulièrement réuni par deux fois le 15 juin 2009 et le 14 décembre 2009, a entendu et adopté le bilan et le compte de résultat qui lui ont été présentés. Il a également pris les décisions nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation MAIF et à son rayonnement scientifique, par le biais notamment de l'accord au soutien de trois nouveaux projets de recherche.

Mandats des administrateurs

Jusqu'à présent, les mandats des administrateurs de catégorie C et des membres du Conseil scientifique étaient renouvelés pour une partie au mois de juin et pour l'autre au mois de décembre. Pour simplifier les procédures, le Conseil d'administration du 15 juin 2009 a décidé, à l'unanimité, que le renouvellement de tous les mandats sera désormais effectué lors de la séance du mois de décembre.

La démission de M. René CAQUET ayant été entérinée par le Conseil d'administration du 16 décembre 2008, la candidature de M. Jack GUICHARD, notamment professeur des universités et chercheur à l'école doctorale « science pratiques » de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, a été présentée au Conseil d'administration du 15 juin 2009 qui a émis un avis favorable, à l'unanimité, à la nomination de M. GUICHARD en qualité d'administrateur.

M. CAQUET a été nommé, à l'unanimité, administrateur honoraire.

Conformément à l'article 24 de ses statuts, le Conseil d'administration de la MAIF, du 24 juin 2009, a renouvelé les mandats de MM. Bernard BENOIST, Charles BERTHET, Jean-Pierre FLEURY (MGEN), Pierre GUILLOT, Alain ISAMBERT et Dominique THIRY. Cette décision a été entérinée par le Conseil d'administration de la Fondation MAIF du 14 décembre 2009.

Lors de cette même séance :

- Le mandat de M. Patrick PEUGEOT, administrateur de catégorie C, a été renouvelé pour 3 ans.
- Suite au départ à la retraite de M. Luc-Alexandre MENARD, représentant de RENAULT SA, son mandat d'administrateur n'a pas été renouvelé.
- La structure suivante du Bureau du Conseil d'administration a été retenue, à l'unanimité :
 - o Monsieur GUILLOT, président
 - o Monsieur PEUGEOT, vice président
 - o Monsieur ISAMBERT, trésorier
 - o Monsieur BENOIST, secrétaire général

En septembre 2009, la MAIF a décidé de mandater M. Christophe LAFOND, Délégué national - Politique de santé – prévention - recherche à la MGEN, en tant qu'administrateur de catégorie A au Conseil d'administration de la Fondation MAIF, aux lieu et place de M. Jean-Pierre FLEURY.

Lors de sa séance du 14 décembre 2009, le conseil d'administration a rendu un hommage à Monsieur Garcia, décédé le 9 novembre à l'âge de 57 ans. Il représentait le ministre de l'Education Nationale au sein du Conseil d'administration depuis le 15 juin 2005.

Mandats des membres du conseil scientifique

Lors du Conseil d'administration de la Fondation MAIF du 14 décembre 2009, les mandats au Conseil scientifique de MM. Charles BERTHET, Bernard CORNU, Bruno FALISSARD et Bernard MASSINON ont été renouvelés à l'unanimité pour 4 années.

Gestion Financière

Conformément à la décision du Conseil d'administration du 20 juin 2008, plusieurs réunions financières se sont tenues en 2009 : 5 février, 15 avril et 4 septembre et 13 novembre.

Au cours de ces réunions trimestrielles, la société QUILVEST Gestion Privée a présenté le bilan de la gestion et les perspectives pour l'année 2009.

Tout en respectant l'allocation stratégique définie par le Conseil d'administration de la Fondation MAIF, les gestionnaires ont obtenu un résultat satisfaisant par rapport au comportement général du marché, même si le rendement des placements reste assez faible.

Rapport de gestion 2009 – Environnement économique et financier

Après une année 2008 marquée par une crise financière historique, doublée d'une crise de confiance sans précédent entraînant les économies des pays développés dans une grave récession et fragilisant les économies des pays émergents, 2009 a été une année de forte reprise des marchés actions avec un rebond de + 23% pour notre indice de référence (MSCI World).

Cette amélioration des marchés actions impacte de manière importante les comptes de la Fondation puisqu'elle permet une reprise d'une grande partie de la provision constatée fin 2008.

Les marchés obligataires ont bien résisté avec des taux des emprunts d'Etat à 10 ans restés stables et une bonne performance des obligations privées. La courbe des taux s'est nettement pentifiée avec des taux courts extrêmement bas du fait de politiques monétaires très souples et des montants importants de liquidités injectés dans l'économie.

Dans ce contexte, l'exposition aux obligations d'entreprise a été réduite après leur bonne performance et une grande prudence est de mise sur les emprunts d'Etat en raison des risques de hausse des taux et des tensions sur les dettes souveraines en lien avec des niveaux d'endettement conséquents, des déficits cumulés et des risques d'accroissement des taux de chômage.

En conséquence, la pondération des actifs a varié sensiblement avec une proportion importante de liquidités en fin d'année dans l'attente de nouvelles opportunités d'investissement.

BILAN

ACTIF	2008	2009	Var. 08/09
Actifs immobilisés	13 571 226	14 419 130	+ 847 904
<i>dont placements</i>	13 523 120	14 378 471	+ 855 351
Actifs circulants	195 554	143 691	- 51 863
<i>dont placements</i>	119 480	80 742	- 38 738
<i>dont disponibilités</i>	62 383	60 410	- 1 973
TOTAL	13 766 781	14 562 822	+ 796 041

PASSIF	2008	2009	Var. 08/09
Fonds associatif	13 216 330	14 012 432	+ 796 102
<i>dont dotations</i>	12 302 729	12 302 729	
<i>dont réserves</i>	4 474 751	4 474 751	
<i>dont report à nouveau *</i>	- 3 561 150	- 2 765 048	+ 796 102
Dettes	550 451	550 390	- 61
<i>dont fournisseurs</i>	208 496	209 787	- 1 291
<i>dont autres dettes</i>	255 835	294 512	+ 38 677
TOTAL	13 766 781	14 562 822	+ 796 041

* Après affectation des résultats

L'actif

Les placements constituent la majeure partie de l'actif.

L'accroissement en valeur nette de ce poste (+ 855 351€) s'explique pour l'essentiel par la reprise d'une partie importante (+ 1 965 851€) de la provision pour dépréciation constatée l'année dernière, diminuée des prélèvements effectués sur le portefeuille pour financer les projets et les charges d'exploitation (- 800 000€) ainsi que de la moins value nette réalisée du fait des mouvements sur le portefeuille (- 268 501€).

Le solde de la provision pour dépréciation au 31/12/09 s'élève à 660 384 €.

L'allocation globale du portefeuille d'actifs se répartit entre :

- Actions 30%
- Obligations 22%
- Monétaire 48%

A noter que le portefeuille ne comporte plus en fin d'année d'emprunts d'état, cette classe d'actifs étant susceptible de souffrir fortement de la hausse des déficits publics.

Le passif

Les fonds associatifs augmentent du montant du résultat de l'exercice (+ 796 102 €), soit 14 012 431 € se décomposant en :

- fonds associatifs sans droit de reprise : + 12 302 729 €
- réserves : + 4 474 751 €
- report à nouveau déficitaire : - 3 561 151 €
- excédent de l'exercice : + 796 102 €

Les dettes n'évoluent pas significativement d'une année sur l'autre, elles correspondent pour 2009 aux factures non payées ou non parvenues pour 209 787 € et aux subventions de projet restant à verser pour 294 512 €.

COMPTE DE RESULTAT

	2008	2009
<i>Produits d'exploitation</i>	+ 80 762	+ 18 433
<i>Charges d'exploitation</i>	- 879 749	- 920 989
Résultat courant non financier	- 798 987	- 902 556
<i>Produits financiers</i>	+ 5 285	+ 1 967 286
<i>Charges financières</i>	- 2 506 854	- 126
Résultat financier	- 2 501 569	+ 1 967 159
<i>Produits exceptionnels</i>	+ 342 487	+ 290 245
<i>Charges exceptionnelles</i>	- 523 249	- 558 746
Résultat exceptionnel	- 180 761	- 268 501
Excédent ou déficit	- 3 481 317	+ 796 102

La très forte variation du résultat d'une année sur l'autre traduit essentiellement l'impact des évolutions contrastées des marchés financiers en 2008 et 2009 avec respectivement une dotation de - 2 506 841 € à la provision pour dépréciation du portefeuille et une reprise de + 1 965 851 €. Les produits d'exploitation 2009 enregistrent des dons pour 7 500 € et des produits correspondant à l'annulation de charges enregistrées antérieurement pour lesquelles les dépenses au final se sont révélées inférieures aux montants initialement budgétés.

Les charges d'exploitation intègrent des dépenses non récurrentes :

- honoraires de l'audit réalisé en 2009 sur les objectifs, les moyens et les résultats de la Fondation : 38 272 €
- manifestations organisées pour les 20 ans de la Fondation : 72 164 €.

AUDIT

A la demande du Conseil d'administration de la Fondation MAIF, une mission d'audit a été réalisée par le Cabinet Ernst & Young.

Lors du Conseil d'administration du 14 décembre 2009, Philippe BOUTOT, du Cabinet Ernst & Young, a présenté les conclusions de l'audit autour de 5 points principaux :

- une fondation centrée avec succès sur son objet principal et sans dysfonctionnement majeur,
- un positionnement unique ... mais un rayonnement en deçà de l'ambition,
- un poids élevé des charges fixes limitant les capacités de réalisation,
- un fonctionnement structuré mais révélant des gisements d'amélioration,
- un statut RUP irrévocable mais « aménageable » et valorisable.

Ont ensuite été évoquées les recommandations retenues pour définir la stratégie future de la Fondation :

- accroître l'implication du groupe MAIF,
- redéfinir et partager avec la MAIF la stratégie de Fondation MAIF,
- Investir les processus partiellement ou non mis en œuvre, notamment en matière de valorisation,

- rationaliser le fonctionnement de Fondation MAIF sur les processus de « gestion des projets »,
- mettre en place un processus de suivi des actifs immatériels,
- en matière de projets, s'appuyer sur les thèmes existants pour défricher des thématiques métier innovantes autour des risques émergents, en testant des collaborations originales, leviers de valorisation et d'alliances... tout en veillant à ce que ces partenariats contribuent à élargir l'impact du nom MAIF et de sa Fondation.

Ces réflexions débouchent sur un plan opérationnel comprenant :

- la recherche des possibilités de signature d'une convention de mécénat entre MAIF et sa Fondation
- la mise en place d'un processus de collaboration entre MAIF et Fondation MAIF,
- le développement d'un plan d'action opérationnel détaillé.

Des remarques et des suggestions ont été émises par le Conseil :

- proposition de réaliser plus de financements de recherches en sciences humaines,
- cibler davantage les actions de valorisation,
- améliorer la liaison avec le monde de la recherche- la Fondation devrait trouver sa place dans l'ANR,
- importance de resserrer les liens MAIF/Fondation MAIF et travailler sur la valorisation (par exemple en créant un « prix du jeune chercheur »),
- un plan de communication est à mettre en place.

II-b Projets

L'année 2009 a démarré avec 18 projets et 3 ont été initiés au cours de cette année, soit un total de 21 projets.

Sur ces 21 projets actifs durant l'année, 5 se positionnent sur le champ de la sécurité routière, 1 sur celui des accidents de la vie courante et 15 sur celui des risques naturels.

1 - Projets clos sur l'année

1-1 La sécurité routière

Examen cinématique du rachis cervical :

L'amélioration des systèmes de sécurité à bord des véhicules automobiles tend à minimiser la gravité des traumatismes corporels. Les pathologies légères consécutives aux accidents sont par contre en augmentation notamment en ce qui concerne le rachis cervical.

Ces « entorses » cervicales posent un problème d'évaluation du degré d'handicap réel de la victime et de son éventuelle incapacité ou invalidité car les outils existants sont inadaptés car trop intrusifs et coûteux.

Cette recherche, utilisant le système ultrasonore ZEBRIS, devrait permettre de développer un moyen d'investigation non irradiant et économiquement adapté.

Sur le plan de la prévention des risques, il s'agit d'établir un diagnostic quant à l'éventuelle diminution des mobilités articulaires consécutives à un accident ou liées au vieillissement.

Ce système pourra également être performant dans le suivi thérapeutique dans le cadre de la rééducation.

Enfin, en matière médico-légale, le projet permettra de disposer d'un outil, de mise en œuvre simple, de mesure standardisée des amplitudes articulaires utile à la détermination objective du préjudice fonctionnel d'une victime

Recherche réalisée par le Laboratoire de Biomécanique (LBM) de l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Arts & Métiers) – UMR CNRS 8005 - 151 Boulevard de l'Hôpital - 75013 PARIS.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 118 341,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 23 668,20 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 23 668,20 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en août 2009.

Un projet, achevé depuis 2007 mais dont le dernier paiement n'a pas été demandé à la Fondation MAIF, a été clôturé comptablement par la réception d'une facture finale. Il s'agit du projet « Modélisation de la tête enfant et protection du piéton », réalisé par l'Institut de Mécanique des Fluides et des Solides de l'Université Louis Pasteur à Strasbourg, pour un montant de 6 756,74 € qui a été inscrit dans la comptabilité dans la rubrique produits d'exploitation.

1-2 Accidents de la vie courante

Néant

1-3 Risques naturels

Aléa et risque sécheresse :

L'objectif général du projet concerne la prévention des risques liés à la sécheresse. Il doit conduire à une amélioration du diagnostic sécheresse quant à ses effets sur le bâti, à des solutions techniques adaptées au contexte géologique et au type d'ouvrage, et fournir des recommandations et des informations orientées vers différents publics.

Pour cela, le projet vise d'abord à développer une méthodologie de caractérisation de la sensibilité des sols argileux à la sécheresse avec application aux sols argileux de la région parisienne à l'est de Paris.

Il développe ensuite un modèle numérique suffisamment réaliste pour rendre compte des échanges en eau à l'interface sol – atmosphère qui contrôlent la formation du profil hydrique des sols superficiels, afin d'en déduire des critères d'alerte permettant la mise en œuvre de mesures de prévention.

Par ailleurs, un suivi régional par interférométrie radar est envisagé pour établir une cartographie des effets au sol de sécheresse.

Le projet propose enfin d'améliorer le diagnostic des effets sécheresse sur le bâti et d'établir des recommandations en matière de prévention sur la typologie des structures.

L'intérêt d'une telle étude semble double : elle contribue à une caractérisation plus rigoureuse de l'aléa sécheresse, et par voie de conséquence apporte une meilleure information dans le futur aux décideurs et assureurs sur l'estimation de la prévention du risque d'effets dommageables sur le bâti.

Recherche réalisée par ARMINES-CGI (Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels, Centre de géologie de l'ingénieur) – Marne-La-Vallée

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 265 983,90 euros TTC,

Engagement 2009 : 0 euro TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 53 196,78 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en février 2009.

Carte de sismicité de la région Euro-Méditerranéenne :

Dans le domaine des risques naturels, les tremblements de terre constituent un risque majeur y compris en France métropolitaine. Si leur occurrence est assez faible, les conséquences économiques et humaines d'une violente secousse dans la région PACA seront, à coup sur particulièrement importantes.

La limitation des pertes humaines, dans de telles circonstances, passe par une bonne connaissance individuelle des phénomènes et par l'apprentissage des comportements adaptés.

Afin de préparer les populations aux événements sismiques, le Ministère de l'éducation nationale a décidé d'introduire dans le programme de 5ème une sensibilisation aux risques naturels dont les tremblements de terre.

L'Association Prévention MAIF, le Ministère de Écologie du Développement et de l'Aménagement Durable et l'Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement (IFFO-RME) ont signé une convention pour une action pédagogique à destination des élèves de 5ème.

Dans ce contexte, plus d'une centaine de Référents Risques Majeurs a été formée dans toutes les antennes de la Prévention MAIF.

Une carte de sismicité pourrait être largement diffusée par ce canal et valoriser ainsi l'engagement de la Fondation MAIF.

Or, le Centre Sismologique Euro-Méditerranéen (CSEM) a développé, au cours des 12 dernières années, un projet scientifique d'envergure visant à développer le bulletin sismologique Euro-Méditerranéen de référence de l'Islande à Oman et de l'Oural au Maroc.

Ce bulletin sera disponible au terme du projet sur une période de 10 ans (janvier 1998 – décembre 2007). Les données recueillies dans ce cadre permettent de réaliser une carte de grand format (A0) à but pédagogique.

Recherche réalisée par le Centre Sismologique Euro-Méditerranéen, 91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Projet d'une durée de 6 mois et d'un coût total de 47 850,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 28 710,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 28 710,00 euros TTC (soldé).

Rapport final remis en août 2009.

2- Poursuite des actions engagées

2-1 La sécurité routière

Etude de l'apprentissage de la conduite deux roues motorisés dans une perspective de prévention : Dynamiques d'apprentissage en situation réelle et simulée

Les risques liés à la conduite des deux roues constituent un enjeu majeur de santé publique. Alors que les deux roues représentent moins de 1% du trafic routier total français, plus de 11 % des conducteurs impliqués dans un accident corporel sont des motocyclistes et ils représentent 14,5 % des victimes. Pour l'année 2006, la part des motards pour l'ensemble des accidents devrait dépasser les 16 %.

Afin de mieux comprendre les phénomènes spécifiques associés aux deux roues, ce programme de recherche envisage d'étudier les comportements des motards en situation « réelle » d'apprentissage (plateau/circulation).

Cette recherche est composée de 4 volets :

- modélisation des dynamiques d'apprentissage de la conduite deux roues motorisés en situation réelle,
- spécification des orientations de conception,
- conception et mise au point du simulateur,
- implantation du simulateur dans l'apprentissage.

Deux types de contribution en matière de prévention et de sécurité routière sont identifiés ; ces contributions sont liées aux possibilités de l'étude de l'apprentissage en contexte naturel, d'une part, et de la simulation de conduite deux roues, d'autre part.

Perspectives de valorisation :

- en terme d'innovation technologique (nouvelle génération de simulateurs pour l'apprentissage de la conduite deux roues, avec module « spécifique » de formation à la conduite deux roues, programmes innovants de formation et de transformation du comportement citoyen, système de sensibilisation pour les apprentis motards, système d'aide à l'apprentissage),
- en termes de diffusion des connaissances scientifiques (colloques nationaux et internationaux, publications d'articles),
- en termes de retombées financières (dispositif de formation basé sur la simulation, moins onéreux que l'achat d'un deux roues réel par les moto-écoles),
- en termes de création d'emploi (maintenance et formation dans les moto-écoles).

Recherche réalisée par le Laboratoire AMCO (Activité Motrice et Conception Ergonomique) Université d'Orléans - 2, allée du Château – 45062 ORLEANS Cedex 2

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 41 860,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 9 700,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 1 660,00 euros TTC (report 8 040,010 euros TTC en 2010).

Contrôle et Etude des Dispositifs de Retenue Enfant (CEDRE) :

Le projet CEDRE se fixe pour objectif de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les usagers afin de pouvoir proposer des solutions pour une amélioration rapide et effective de la sécurité des enfants transportés.

Il vise à dresser un état des lieux des modes d'utilisation des dispositifs de retenue enfant et de leurs difficultés au moyen d'une étude en situation réelle (hors accident), par un examen visuel et le recueil d'informations techniques et sociales auprès des usagers de la route par du personnel spécifiquement formé à cet effet. (Environ 300 à 400 personnes seront concernées).

Les résultats devraient permettre de réaliser une campagne d'information grand public et d'actualiser les outils de communication de la Fondation MAIF.

Recherche réalisée par : Christophe LEDON (Indépendant), associé à Philippe LESIRE (LAB – Laboratoire d'Accidentologie, de Biomécanique et d'Etude du Comportement Humain) - 132, rue des Suisses – 92000 - NANTERRE.

Projet d'une durée de 1 an et d'un coût total de 39 767,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 7 953,40 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 11 930,10 euros TTC (report de 2008), (report 7 953,10 euros TTC en 2010).

Analyse des activités et enrichissement des pratiques des enseignants de la conduite des écoles de conduite associatives (EPEC Asso) :

L'objet de la recherche est de proposer une méthode pédagogique et de construire, avec les enseignants de la conduite des auto-écoles associatives, des exercices leur permettant de remédier aux difficultés d'apprentissage de publics faiblement scolarisés. Une attention particulière sera portée aux modes de raisonnement nécessaires à la maîtrise des situations de formation complexes.

Pour cela, il conviendra en tant qu'objets de recherche intermédiaires :

- de mieux connaître les activités pédagogiques des enseignants de la conduite des auto-écoles associatives et montrer leur spécificité par rapport aux enseignants des écoles de conduite « commerciales ».
- de repérer des situations de formation problématiques pour les publics visés à partir de l'analyse des pratiques des enseignants.
- d'élaborer un livret reprenant les exercices pédagogiques destinés aux élèves en formation respectant une progression pédagogique par rapport à des situations relatives tant à l'enseignement théorique que pratique.
- de bâtir un livret destiné aux formateurs, reprenant les principes pédagogiques adaptés et utiles à la mise en œuvre des exercices pédagogiques.
- de proposer un outil de diagnostic aux formateurs afin d'adapter la progression pédagogique aux difficultés des élèves.

Le projet EPEC Asso se déroulera en 3 phases :

- observation et analyse des pratiques des enseignants de la conduite
- construction des exercices destinés aux élèves, en vue d'une évaluation sur le terrain
- construction des livrets élèves et enseignants et rapport final

Recherche réalisée par le Laboratoire Interrégional des Sciences de l'Éducation et de la Communication (LISEC) / Université de Nancy.

Projet d'une durée de 30 mois et d'un coût total de 29 161,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 11 664,40 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 0 euro TTC (report 11 664,40 euros TTC en 2010).

2-2 Accidents de la vie courante

Analyse et Evaluation des Ressources sur la Prévention des Accidents de la Vie Courante en vue de la validation de méthodes de communication et d'enseignement (AnERPRAVC) :

Le projet a pour objectif de perfectionner les publications du Pôle d'expertise du risque de Niort (CALYXIS) et améliorer les méthodes d'usage et de communication des ressources documentaires en matière de prévention des risques, grâce à une meilleure connaissance de ce que font d'autres acteurs de la prévention dans le même domaine (risques domestiques), et à une évaluation de leurs propres productions en matière de lisibilité et d'ergonomie.

L'étude débutera par un inventaire des ressources documentaires sur la prévention des risques, d'une part, et l'évaluation ergonomique de produits existants, d'autre part.

La seconde étape sera consacrée à l'édition de nouveaux produits (outils pédagogiques et sites Web, entre autres) suivant les recommandations issues de l'étude, et de développer des scénarios pédagogiques pour sensibiliser le public scolaire à la prévention des risques domestiques.

Pour y parvenir, l'expertise scientifique réalisée permettra à CALYXIS et ses partenaires, dont Prévention MAIF, de développer des projets de recherche autour du comportement préventif.

Enfin, un troisième objectif est d'interagir avec les institutions responsables de la formation des enseignants (notamment les IUFM) pour mettre en place des projets de formation sur l'éducation à la prévention (projet « Educarisques » développé par CALYXIS avec Prévention MAIF).

Projet réalisé par le Pôle d'expertise du risque de Niort (CALYXIS), associé au Centre de Recherche sur la Cognition et l'Apprentissage – Université de Poitiers, au Centre National de Documentation Pédagogique et au Centre National de l'Éducation à Distance de Poitiers.

Projet d'une durée de 2 ans et d'un coût total 37 722,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 15 088,80 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 15 088,80 euros TTC.

2-3 Risques naturels

Vulnérabilité des milieux urbanisés face aux impacts physiques des écoulements volcaniques, des lahars et des crues associées :

Le principal objectif de la recherche proposée est le développement d'une méthode d'évaluation des aléas et surtout des risques liés aux écoulements volcaniques (écoulements pyroclastiques et lahars ou coulées de débris et de boue) en milieu urbain. En particulier, cette recherche appliquée à la

vulnérabilité d'une grande ville (Arequipa, sud du Pérou) et d'une île peuplée et touristique (Basse Terre, SO de la Guadeloupe) poursuit deux objectifs précis :

1) la genèse de scénarios multi-aléas volcaniques et hydro-volcaniques, grâce à l'aide de travaux géologiques antérieurs et de codes de simulation semi-empirique et numérique ;

2) la définition de facteurs de vulnérabilité, surtout physique, mais aussi économique, des éléments exposés à ces risques dans les villes (quartiers, habitat, écoles, établissements sanitaires, sportifs et religieux, infrastructures routières et ponts, voirie, centres de communications), à partir d'enquêtes à l'échelle du quartier et de tests géotechniques des matériaux in situ et en laboratoire.

Les deux catégories de résultats (cartes, plans, tests, documents) feront l'objet d'une :

- cartographie géoréférencée dans un SIG (ILWIS et Arcview) et d'une
- plate-forme de visualisation, à l'intention des décideurs (municipalités), de la protection civile et des communautés exposées.

Recherche réalisée par le Laboratoire Magmas et Volcans, UMR 6524 CNRS de l'Université Blaise Pascal (Clermont 2), 5 rue Kessler – 63038 CLERMONT-FERRAND Cedex

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 61 200,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 12 240,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 0 euro TTC (report 12 240,00 euros TTC en 2010).*

Analyse des risques induits par la dégradation du permafrost :

La diminution de la cohésion des sols et la fonte de la glace du permafrost, due à l'élévation de la température, peut générer des éboulements, glissements et laves torrentielles, notamment en zone de montagne aménagée ou habitée. L'objectif du projet est d'apprécier, à partir de scénarios probables de réchauffement, les conséquences que peut avoir ce phénomène vis-à-vis des installations de sports d'hiver ou des zones habitées.

Recherche réalisée par : Association pour le Développement de la Recherche sur les Glissements de Terrain (ADRGT) – Centre de Géologie de l'Ingénieur – 2 rue de la Condamine – ZI de Mayencin – BP 17 – 38610 GIERES.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 150 600 euros TTC,
Engagement 2009 : 45 180,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 0 euro TTC (report 45 180,00 euros TTC en 2010).*

Extrêmes CLImatiques et Dendrochronologie (ECLID) :

Des événements comme la canicule et la sécheresse de l'été 2003 en Europe ont eu des répercussions immenses sur la production de biomasse, le bilan de carbone des forêts européennes et le contenu en eau des sols (Ciais et al. 2005). En particulier, la croissance des arbres a été profondément ralentie à cause du stress hydrique (Bréda et al. 2006), ce qui a conduit à un arrêt de photosynthèse. On a déjà pu constater après la sécheresse de la fin des années 1970 un dépérissement des arbres pendant une période allant jusqu'à 10 ans (Becker 1987). Le fort déficit pluviométrique qui a frappé la France depuis 2003, puis en 2005 et dans une certaine mesure en 2006 risque de conduire à un dépérissement des forêts françaises inégalé à ce jour. Comme les

échanges d'eau et de carbone sont intimement liés, un tel changement du mode de fonctionnement physiologique et des flux de carbone des forêts a des implications directes sur les teneurs en eau du sol, et donc sur les ressources en eau disponibles.

Au vu de ces enjeux, il est important de mieux comprendre et prédire l'impact des sécheresses sur la croissance des arbres et sur les réserves en eau des sols. Une stratégie est d'analyser non seulement les impacts à court et long terme, mais aussi la réponse non linéaire à des séries rapprochées de tels phénomènes.

A partir de l'étude des années récentes, l'objectif est de pouvoir développer une capacité à prédire l'évolution future de la végétation et des ressources en eau, en réponse au changement climatique des prochaines décennies.

Recherche réalisée par le Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement, (LSCE), CNRS CEA-SACLAY – 91191 GIF-sur-YVETTE.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 129 185,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 38 756,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 0 euro TTC (report 38 756,00 euros TTC en 2010).*

Impact du changement climatique en France sur la sécheresse et l'eau du sol :

La composition chimique de l'atmosphère est altérée depuis le début de la révolution industrielle par le rejet croissant des gaz à effet de serre et les aérosols.

Le climat se modifie par l'ajout d'une composante anthropique à l'effet de serre naturel. Si la température est le premier paramètre directement concerné il est manifeste que d'autres composantes du climat ont ou vont évoluer.

Le changement climatique aura des effets positifs sur un nombre limité de pays et sous l'hypothèse de réchauffement minimal. Il sera fortement dommageable si le rythme atteint ou dépasse celui de la seconde moitié du XX^e siècle. Le coût d'évènement extrêmes incluant les sécheresses pourrait augmenter rapidement jusqu'à atteindre 0.5-1% du PIB mondial (rapport Stern) au milieu du siècle prochain. Comme les résultats de travaux récents l'ont confirmé, la France est particulièrement concernée par le risque d'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur et des sécheresses. Concernant le second de ces risques, les études antérieures se sont cependant focalisées sur l'évolution des précipitations et sur les changements attendus à la fin de ce siècle. L'objectif de ce projet est de compléter ces analyses par une étude de l'évolution passée et future des réserves d'eau des couches superficielles des sols en mettant l'accent sur les évolutions attendues non seulement à la fin du siècle mais aussi à un horizon de quelques décennies.

Recherche réalisée par Météo-France – 42 avenue Coriolis – 31057 TOULOUSE.

*Projet d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 177 800,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 53 340,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 53 340,00 euros TTC.*

Paléoclimats et dépôts de tempêtes :

L'augmentation des températures de surface des océans liée au réchauffement climatique serait à l'origine d'une augmentation, depuis une trentaine d'année, du nombre annuel de cyclones tropicaux majeurs (Emmanuel 2005, Webster et al. 2005). Cependant, ces résultats demeurent

discutés à cause des incertitudes concernant le mode de formation des cyclones et le manque de données, qui expliquent en partie l'absence de tendance significative (Pielke et al. 2005, 4ème rapport d'évaluation du GIEC).

L'objectif de l'analyse des dépôts de tempêtes préservés sur quatre rampes carbonatées du Jurassique supérieur est de mieux comprendre l'effet des changements climatiques sur : (1) les variations de l'activité (c.-à-d., intensité et fréquence) des tempêtes préservées dans l'enregistrement sédimentaire, et (2) le développement d'un système de dépôt où les tempêtes contrôlent la répartition des sédiments. L'objectif principal de la modélisation numérique de l'hydrodynamique (c.-à-d., direction et vitesse relative des courants) et de la morphodynamique (c.-à-d., répartition des dépôts) des bassins étudiés est de tester les résultats obtenus par l'approche géologique. Elle permettra également de discuter des effets de la paléogéographie sur la préservation des dépôts de tempêtes.

Le nombre important de données sédimentologiques, géochimiques, minérologiques et paléontologiques issu de ce travail pourra être intégré aux modèles de circulations générales qui existent pour ces périodes de temps et participer ainsi à une meilleure compréhension des paléoclimats. Une bonne connaissance des climats anciens est en effet indispensable pour comprendre le climat actuel et son évolution future.

Recherche réalisée par l'UMR CNRS 5125 « Paléoenvironnements et PaléoSphère » de l'Université Lyon 1 – Domaine de la Doua – 69616 VILLEURBANNE.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 69 526,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 20 858,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 20 850,00 euros TTC

Dynamique des masses d'air et risques climatiques :

Les acteurs économiques, et notamment le secteur des assurances, ont besoin d'informations sur les risques liés au changement climatique attendu aux échelles régionales et locales. Les prévisions d'évolution du climat et ses conséquences sur l'Homme comportant encore beaucoup d'incertitudes. Ce projet vise à affiner le passage entre l'échelle des modèles globaux et la résultante risques aux échelles régionales et locale.

Recherche réalisée par le Laboratoire COSTEL de l'Université Rennes-2 – Place du Recteur Le Moal – 35043 RENNES.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 69 500,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 27 800,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 20 850,00 euros TTC (report de 2008), (report 27 800,00 euros TTC en 2010).

REgionalisation et Variabilité des Événements Extrêmes (REVAEE) :

Apporter une meilleure connaissance des mécanismes liés à la variabilité spatiale et temporelle des événements extrêmes tels que les tempêtes et les vagues de chaleur.

Une ambition de ce projet est d'arriver, au bout des trois ans de travail, à un système de prévision statistico-dynamique simple des vagues de chaleur d'été et des vagues de froid d'hiver et à une estimation des possibles changements de leurs propriétés suite au changement climatique global. Le parcours pour arriver à ces résultats comporte une étude exhaustive de tous les mécanismes qui composent le phénomène, du point de vue à la fois dynamique et physique.

Une autre ambition est de pouvoir fournir des cartes d'impact précises à l'échelle régionale (sur la France) lié au changement climatique.

Cet objectif impose une approche multidisciplinaire coordonnée. Nous souhaitons qu'elle débouche sur un va-et-vient avec les grands centres opérationnels, nos études de mécanismes contribuant à l'amélioration des GCMs et in fine des prévisions saisonnières, leur demande et/ou analyses d'échec nous guidant en retour dans nos analyses.

Recherche réalisée par le Laboratoire de Météorologie Dynamique, Institut Pierre et Simon Laplace, Ecole Normale Supérieure – 24, rue Lhomond - 75005 Paris.

Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 38 000,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 11 400,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 0 euro TTC (report 19 000,00 euros TTC en 2010).

Evolution climatique et canicule en milieu urbain : apport de la télédétection à l'anticipation et la gestion de l'impact sanitaire :

Suite à la canicule de 2003, des mesures de gestion et de prévention importantes ont été prises par les autorités sanitaires ; cependant l'adaptation aux vagues de chaleur n'est pas toujours prise en compte par l'individu et les décideurs publics ou privés. Afin d'anticiper et gérer les risques sanitaires, ce projet a pour objectif d'apporter des connaissances permettant de répondre aux diverses questions posées par ce phénomène.

Recherche réalisée par le Laboratoire Géomer, Institut Universitaire Européen de la mer, place Nicolas Copernic - 29280 PLOUZANE.

Projet d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 77 465,00 euros TTC,

Engagement 2009 : 23 239,50 euros TTC (selon convention),

Règlement 2009 : 23 239,50 euros TTC.

Dendrogliss - Reconstitution de l'activité de glissements de terrain par dendrogéomorphologie :

L'étude vise plusieurs objectifs relatifs à la prévention, la prévision et la gestion de l'aléa « glissement de terrain » :

1. En matière de prévention : le recours à la dendrogéomorphologie (utilisation des perturbations de croissance des arbres dues aux glissements) doit permettre une meilleure connaissance des mouvements afin de déterminer la dynamique du glissement dans le temps pour mieux la prévenir dans le futur ; la cartographie précise des principaux événements recensés doit en outre permettre une délimitation des zones de glissement possibles.
2. En matière de prévision : la recherche de facteurs déclenchants devra confirmer les concordances entre occurrence d'un glissement et le plus important des paramètres naturels, la pluviométrie. D'autres causes plus complexes, naturelles et humaines, conduisant au déclenchement, seront étudiées avec, si possible, une définition de seuils de situation critique.
3. En matière de gestion de l'aléa et de cartographie : un des objectifs de l'utilisation de la dendrogéomorphologie sera d'apporter des informations complémentaires pour caractériser l'aléa glissement de terrain, notamment dans les PPR (Plan de Prévention des Risques), fournir des informations historiques aux collectivités, gestionnaires d'espace et acquéreurs immobiliers, élaborer de nouveaux instruments comme un guide méthodologique sur

l'utilisation de la dendrogéomorphologie dans la cartographie de l'aléa mouvements de terrain.

Recherche réalisée par le CEMAGREF, division Ecosystèmes et paysages montagnards - 38402 SAINT MARTIN D'HERES.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 131 402,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 39 420,60 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 39 420,60 euros TTC.*

PRévention et REcherche Pour l'Atténuation du Risque de Tsunami dans l'Océan Indien (PREPARTOI) :

Le projet de recherche PREPARTOI propose d'effectuer une étude intégrée des risques de tsunamis dans les deux principaux territoires français de l'Océan Indien que sont La Réunion et Mayotte. Ces deux territoires sont en effet doublement menacés. D'une part, leurs rivages peuvent être affectés par des tsunamis trans-océaniques (aussi appelés télétsunamis) d'origine sismique (comme en 2004 et 2007) ou volcaniques (comme suite à l'éruption du mont Krakatoa en 1883), originaires d'Indonésie. D'autre part, la submersion des zones côtières peut avoir une origine plus régionale ou locale, en lien avec l'instabilité des flancs des volcans actifs, comme le Karthala aux Comores et le Piton de la Fournaise à La Réunion.

A La Réunion et à Mayotte, ce n'est que consécutivement aux séismes de décembre 2004 (Sumatra) et juillet 2006 (Java) que la prise de conscience du risque de tsunami est progressivement née dans la mesure où ces îles ont été atteintes par des vagues de hauteur non négligeable (> 2,5 m). Ainsi, un Plan de Secours Spécialisé (PSS) face à l'aléa tsunami est en train d'être mis en place à La Réunion (mais pas encore à Mayotte). Les maires devront développer, dans leurs communes, une campagne d'information sur ce risque car les mesures de prévention ne seront assimilées que si elles reposent sur une logique de responsabilité, c'est-à-dire une participation active des citoyens. Or, peu de documents pédagogiques adaptés aux contextes locaux sont disponibles, hormis les documents généralistes de l'UNESCO.

Le projet PREPARTOI s'inscrit dans la continuité du programme TSUNARISQUE (<http://www.tsunarisque.cnrs-bellevue.fr>).

Recherche réalisée par le Laboratoire de Géographie Physique / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

*Projet d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 150 000,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 44 000,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2009 : 15 400,00 euros TTC (report 28 600,00 euros TTC en 2010).*

3- Projets initiés en 2009

3-1 La sécurité routière

Protection de la tête du piéton - De la biomécanique vers de nouvelles normes (PROPED) :

L'ambition de ce projet est de contribuer à la protection du piéton en améliorant les connaissances en accidentologie, en consolidant et en fédérant les avancées récentes dans l'établissement de critères de lésions de la tête, et finalement en participant à l'établissement des conditions d'essais à prévoir lors d'un test d'homologation d'un véhicule automobile.

Dans un premier temps, il s'agira de collecter un nombre important de cas d'accidents réels de piétons particulièrement bien documentés dans le but de les simuler numériquement mais aussi de les étudier statistiquement afin de contribuer à la réflexion sur les conditions initiales et les lieux d'impact à considérer dans le cadre d'un test normatif.

La simulation numérique des accidents de piéton passe par une étape d'analyse de la cinématique de la victime puis une modélisation « éléments finis » du traumatisme crânien afin d'établir des critères de lésions de la tête pour l'enfant, l'adulte et le senior et de faire reconnaître ces résultats au niveau international.

Cette définition des critères de lésion de la tête et des conditions de tests normatifs formeront la synthèse des résultats des tâches précédents et devront permettre de définir à la fois les conditions du choc (vitesses, angle, point d'impact, conditions aux limites) et les critères à prendre en considération pour l'évaluation de l'agressivité ou l'aspect protecteur de la face avant du véhicule vis-à-vis de l'impact de la tête du piéton.

Au total, il s'agit d'un projet ambitieux et décisif pour consolider et faire reconnaître au plan mondial, tant dans le milieu universitaire qu'industriel, de nouveaux critères de lésion de la tête mais aussi pour contribuer de façon significative à l'établissement de nouvelles normes en partenariat avec d'autres institutions.

Recherche réalisée par l'Institut de Mécanique des Fluides et des Solides (IMFS) – Université de Strasbourg.

*Projet d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 109 000,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 0 euro TTC (convention non signée en 2009).*

3-2 Accidents de la vie courante

Néant.

3-3 Risques naturels

La sensibilité des modèles d'évaluation des risques socio-économiques liés aux inondations (ENGEES) :

L'objectif principal du projet est d'étudier la sensibilité des modèles d'analyse du risque inondation en relation avec la faisabilité de l'analyse (coût et temps nécessaires pour la mise en œuvre des analyses nécessaires pour analyser le risque inondation et évaluer les coûts des dommages potentiels liés aux inondations) qui peut se décliner sous la forme de deux objectifs spécifiques :

1 L'évaluation de la potentialité de prédiction des modèles socio-économiques du coût d'inondations, selon la propagation des incertitudes liées aux modèles hydrauliques et aux types d'impacts considérés dans l'analyse : une comparaison des résultats d'évaluations basées sur différents modèles hydrauliques et socio-économiques permettra d'évaluer les incertitudes de l'analyse ; connaître le risque est un pas fondamental pour adopter les mesures de gestion nécessaires.

Les systèmes de défense contre les crues ainsi que les plans de gestion de crise sont basés sur les résultats de telles analyses de risque. Donc, la précision des résultats de l'analyse joue un rôle primordial dans l'efficacité des actions de prévention et sécurité socio-économique des populations soumises directement ou indirectement au risque inondation.

2 Le développement d'une étude comparative sur la faisabilité des analyses selon différents modèles. Les décideurs, les bureaux d'études chargés des analyses, les assureurs ainsi que d'autres secteurs intéressés pourront s'appuyer sur cette étude pour élaborer une analyse du risque socio-économique d'inondation adaptée.

En termes de valorisation, la conception d'un guide d'évaluation de risque socio-économique de dommages liés aux inondations est prévue prenant en compte :

- les incertitudes liées au choix des différents paramètres de modélisation, notamment les paramètres hydrauliques et la typologie des dommages potentiels (directs et indirects) ;
- la faisabilité (coût, expertise, temps) de l'analyse.

Ce guide aura comme public tout organisme responsable pour la mise en œuvre de telles évaluations socio-économiques et sera accompagné d'un outil sur SIG qui servira à simplifier la réalisation d'analyses, en automatisant une partie du processus d'analyse du risque et d'évaluation de dommages.

Recherche réalisée par l'UMR ENGEES-CEMAGREF – Université de Strasbourg.

*Projet d'une durée de 2 ans et d'un coût total de 24 279,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 0 euro TTC (convention non signée en 2009).*

RIVOTRA - Prévention des cyclones à Madagascar :

Les cyclones sont des phénomènes naturels extrêmement violents qui, en plus de la force du vent, sont souvent accompagnés d'inondations et de glissement de terrain provoquant à chacun de leur passage de nombreux dégâts matériel et aussi de lourdes pertes de vie humaine.

Ils se produisent assez régulièrement dans certaines zones de la terre et en particulier dans des pays émergents qui ne disposent pas de moyens de prévention très efficaces.

Dans le cadre de l'Acte d'entreprendre, formule pédagogique mise en œuvre par l'Ecole Mines ParisTech, des étudiants de cette école ont créé une association dénommée RIVOTRA porteuse d'un projet visant à améliorer la connaissance des cyclones et le comportement des populations de Madagascar face à cet évènement au moyen d'une démarche pédagogique spécifique dirigée vers les enfants.

A l'issue du projet, RIVOTRA remettra à la Fondation MAIF un rapport final décrivant le déroulement de ses actions sur le terrain, ses conclusions quant à l'efficacité de la démarche et les perspectives de développement (utilisation dans d'autres territoires).

Une dizaine de jeux de RIVOTRA sera mis à la disposition de la Fondation MAIF.

Recherche réalisée par L'Association RIVOTRA, sous l'égide de l'Ecole des Mines de ParisTech à Paris.

*Projet d'une durée de 6 mois et d'un coût total de 4 790,00 euros TTC,
Engagement 2009 : 0 euro TTC (convention non signée en 2009).*

4 – Les actions ponctuelles

Les 20 ans de la Fondation MAIF :

Pour fêter les 20 années d'existence de la Fondation, deux manifestations ont été organisées :

- Le 28 octobre à Bruxelles, où la Fondation MAIF est devenue plus visible par les responsables scientifiques de la Communauté Européenne.
- Le 18 novembre à Paris, lors d'un colloque « Climat » organisé par la MAIF, qui a permis à de nombreux sociétaires MAIF de découvrir la Fondation MAIF et son rôle en matière de financement de la recherche.

A cette occasion, un DVD regroupant les recherches soutenues par la Fondation MAIF et une plaquette de présentation ont été réalisés, en collaboration avec le département communication de la MAIF.

Des panneaux de présentation des recherches soutenues par la Fondation MAIF dans différents domaines ont été exposés lors de l'Assemblée générale de la MAIF à Lyon du 21 au 23 mai 2009.

Ministère de la recherche :

Participation, en avril, de Bernard MASSINON au groupe de travail du Ministère de la Recherche sur la stratégie de la recherche et de l'innovation au niveau national.

MOVEO :

Le Directeur de la Fondation MAIF, Hubert OLIVIERO, a participé en tant que membre créateur de ce pôle de compétitivité, à deux réunions :

- Mai : Atelier « 2 roues et sécurité routière », en partenariat avec le CEESAR, à Nanterre.
- Juin : Assemblée générale à Rouen.

CALYXIS :

Le Directeur de la Fondation MAIF, Hubert OLIVIERO, membre du Conseil scientifique d'orientation, a participé à plusieurs réunions de sélection de projets de recherche.

ENVIRHONALP :

Hubert OLIVIERO y a représenté la Fondation MAIF en tant que membre du Comité d'orientation scientifique qui s'est réuni le 10 septembre 2009 à Lyon.

Carte de sismicité de la région Euro-méditerranéenne :

La carte de sismicité de la région Euro-méditerranéenne, réalisée par le Centre Sismologique Euro-méditerranéen de Bruyères-le-Châtel, a commencée à être largement distribuée via la Prévention MAIF qui a signé une convention, pour une action pédagogique à destination des élèves de 5ème, avec le Ministère de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement Durable et l'Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'environnement (IFFO-RME).

Dans ce contexte, plus d'une centaine de Référents Risques Majeurs ont été formés dans toutes les antennes de la Prévention MAIF.

Cette carte a également été valorisée par le CSEM :

- Envoi, durant l'été, d'un exemplaire de la carte à 68 organismes spécialisés dans le domaine de la sismicité dans de nombreux pays (Algérie, Andorre, Angleterre, Belgique, Italie, Liban, Luxembourg, Macédoine, Maroc, Monaco, Polynésie Française, Suisse, Tunisie, USA).
- Article dans la revue internationale « Citizen Seismology » en septembre 2009.
- Dans le cadre de la Fête de la science, Rémy Bossu, Secrétaire Général du CSEM, a fait paraître un article dans le site internet de Futurama-sciences (<http://www.futura-sciences.com/fr>) sur la sismologie citoyenne. Un lien direct avec le site de la Fondation MAIF y a été créé avec accès à la carte de sismicité.
- Article dans l'ENSC Newsletter en décembre 2009.

Communications du laboratoire COSTEL :

Le laboratoire Costel de l'Université de Rennes-2 a réalisé trois communications sur le projet « Dynamique des masses d'air et risques climatique » soutenue par la Fondation :

- Juin : Un article dans la revue internationale « Natural Hazards and Earth System Sciences ».

- Juillet : Communication au colloque de l'Université de CLUJ en Roumanie.
- Septembre : Communication au colloque EGU de Mexico.

CEDRE :

Le Directeur de la Fondation MAIF a participé à une présentation du projet CEDRE, concernant les sièges auto pour les enfants, dans le cadre de la semaine de la mobilité et de la sécurité routière à Evreux en septembre 2009. Cette manifestation s'est déroulée en présence de nombreuses structures ayant participé au projet : Police, gendarmerie, ville, sécurité civile, clinique, ...

Le projet, ainsi que la contribution de la Fondation MAIF, ont été présentés à la 7^{ème} conférence internationale « Protection of children in cars » organisée en décembre 2009 à Munich en Allemagne.

Colloque ADRGT :

Dans le cadre du projet « Analyse des risques induits par la dégradation du permafrost », confié à l'ADRGT (Association pour le Développement de la Recherche sur les Glissements de Terrain), un colloque a été organisé à Grenoble en décembre 2009 sur le thème « La rupture du glacier rocheux du Bérard (Alpes de haute Provence, 04) : premiers résultats ».

La contribution de la Fondation MAIF a été citée dans les actes du colloque.

Colloque «Etiages, Sécheresses, Canicules rares et leurs impacts sur les usages de l'eau» :

Dans le cadre du projet « Impact du changement climatique en France sur la sécheresse et l'eau du sol », confié à la Division hydrométéorologie de Météo-France de Toulouse, un colloque international a été organisé à Lyon en octobre 2009. Une présentation et un article intitulés « Caractérisation des sécheresses en France (1958-2008) avec la chaîne hydrométéorologique SAFRAN-ISBA-MODCOU ». Le soutien financier de la Fondation MAIF y a été indiqué.

CEMAGREF :

Suite au projet soutenu par la Fondation MAIF et intitulé « Analyse des politiques locales de gestion des risques sur les territoires touristiques de montagne », le CEMAGREF a publié, dans son journal SPOT n°199 de janvier 2009, un article sur la « Gestion des risques d'avalanches, une nouvelle approche de la vulnérabilité ».

Participation à des jurys de thèses :

Thèse de Céline LANSADE :

- Titre : Etude cinématique du rachis cervical in vivo. Développement d'un outil de prévention et d'analyse des mobilités du rachis cervical.
- Lieu : Laboratoire de Biomécanique - CNRS - Arts et Métiers ParisTech (UMR 8005)
- Directeur de thèse : Professeur François LAVASTE
- Date de soutenance : 25 juin 2009
- Participation de la Fondation MAIF : Hubert OLIVIERO, membre invité du jury.

Thèse de Thèse d'An-Ninh TA :

- Titre : Etude de l'interaction sol-atmosphère en chambre environnementale.
- Lieu : Ecole des Ponts, ParisTech.
- Directeur de thèse : Professeur Roger COJEAN
- Date de soutenance : 2 novembre 2009
- Participation de la Fondation MAIF : Bernard MASSINON, membre du jury.

Thèse de Zemenu Geremev YIGZAW:

- Titre : Analyse des processus de retrait-gonflement des sols argileux en réponse à des sollicitations hydriques cycliques. Rôle de la microstructure.
- Lieu : Ecole des Mines de Paris, ParisTech.
- Directeur de thèse : Professeur Roger COJEAN
- Date de soutenance : 2 décembre 2009
- Participation de la Fondation MAIF : Hubert OLIVIERO, membre du jury.

Communication vers les sociétaires du groupe MAIF :

Des articles sur « les 20 ans de la Fondation MAIF » sont parus dans :

- Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale MAIF de mai 2009.
- MAIF Magazine n°151 d'octobre 2009, la revue destinée aux sociétaires MAIF et FILIA-MAIF.
- Lettre aux élus des sociétaires n°58, de novembre 2009.

Site Internet :

Dans la dynamique des manifestations des 20 ans, le site internet de la Fondation MAIF a été entièrement revu à la fois sur l'aspect ergonomique et sur l'environnement technique. L'actualisation des informations s'est poursuivie durant le dernier semestre 2009.

Stage des nouveaux Délégués MAIF :

L'activité de la Fondation et son rôle particulier en amont des actions de prévention du groupe MAIF ont été présentés par le Président Pierre GUILLOT et le Directeur Hubert OLIVIERO lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 août 2009.

Communication interne à la Fondation MAIF :

Un descriptif de l'état d'avancement des projets soutenus par la Fondation a été transmis aux membres du Conseil d'administration et du Conseil scientifique en janvier 2009.

Deux lettres d'information ont été communiquées aux administrateurs et aux membres du conseil scientifique en avril et septembre 2009.
